

M. MAXWELL: Nous cherchons à promouvoir les industries qui existent. Si nous limitons notre champs d'action au Canada, il serait très restreint.

Il est une de nos attributions que je considère très importante. Nous essayons de faire connaître les diverses occasions aux individus ou aux compagnies qui pourraient être intéressés. Nous avons donné plus d'envergure à nos études et nous avons fait connaître nos conclusions aux personnes qui pourraient être intéressées, qu'elles soient aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Notre travail en Angleterre a été presque nul durant la guerre, mais nous reprenons contact là-bas.

L'hon. M. ROEBUCK: Vous reconnaissez avec M. Fairweather que nous avons d'abondantes ressources, mais il s'agit de savoir comment les exploiter.

M. MAXWELL: Oui. Revenons par exemple à la question des bluets—elle n'est peut-être pas très importante—une compagnie s'est établie au Canada pour entreprendre en grand la congélation des fruits et de leurs produits. Quand on nous a consultés à ce sujet, nous avons mentionné la récolte de bluets. La compagnie a fonctionné pendant une année, puis elle a suspendu ses opérations pour toute la durée de la guerre. Pendant son année d'activité, la compagnie a mis en boîte 900,000 livres de fruits et légumes et 1 millions de livres de bluets, denrée alimentaire à laquelle ils n'avaient jamais songé avant leur arrivée au Canada.

L'hon. M. ROEBUCK: Jusqu'à ce que vous les ayez renseignés?

M. MAXWELL: Oui. A ce sujet, je tiens à mentionner que les 537 wagons de bluets dont il a été question ne représentent pas toute la récolte évaluée à 4 millions de dollars. Les très grands centres de production de bluets sont dans le nord de l'Ontario, dans la partie boisée du Québec arrosée par le Saguenay, en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick.

L'hon. M. ROEBUCK: Le gouvernement fédéral a-t-il un organisme qui fait le même travail?

M. MAXWELL: Je doute qu'ils soient allés aussi loin que nous. Nous soumettons le projet à l'individu qui pourrait en profiter. Je crois que les fonctionnaires du Gouvernement font un certain travail, mais dans nos relevés nous soumettons le projet à toute industrie qui pourrait être intéressée à s'établir au Canada. Ces industries sont choisies quand nous avons un projet qui pourrait faire leur affaire.

L'hon. M. HUSHION: Sur la question de l'aide fédérale, je sais qu'en une certaine année nous avons décidé de congeler des bluets venant du district du Saguenay et de les expédier aux Etats-Unis. Nous avons envoyé 25 wagons sans aucune subvention du fédéral. La seule aide financière que nous ayons eue venait de la province.

L'hon. M. HORNER: Et le Conseil national de recherches?

L'hon. M. HUSHION: Le Conseil de recherches n'est pas intéressé.

L'hon. M. HORNER: Un feu de forêt n'est-il pas nécessaire pour avoir une bonne récolte de bluets?

L'hon. M. HUSHION: Je n'en sais rien.

Revenant au problème des nouvelles industries, prenons le cas de l'homme qui veut lancer un commerce dans l'Ouest du Canada. S'il ne nuit pas à la productivité des industries de l'Est du Canada—disons de Toronto—il peut compter recevoir l'aide financière dont il a besoin. Il semble que les industries de l'Est étouffent le commerce de l'Ouest. C'est là une des raisons pour lesquelles l'expansion industrielle de l'Ouest canadien est lente.

L'hon. M. CRERAR: Je ne suis pas de votre avis.

L'hon. M. HUSHION: Le fait est que les capitaux sont dans l'Est du Canada.